



## FICHE D'INTERVENTION PPECF



N° Contrat	Titre et lieu de l'intervention				Pays		
C010	Formation aspects sociaux de la certification				Cameroun		
<b>Thématique<sup>1</sup></b>							
1	Systèmes de certification	7	EFIR	13	Gestion et protection de la faune	19	Traçabilité
2	Réseaux professionnels	8	Social interne	14	HVC	20	Etude / Diagnostic / Plan d'action
3	Conditions cadres gestion durable	9	Populations riveraines	15	Management	21	Marketing
4	Partenariat au niveau paysage	10	Populations autochtones	16	Suivi-évaluation	22	Communication / sensibilisation
5	Légal et réglementaire	11	Développement local	17	Hygiène, Sécurité, Santé	23	Monitoring PPECF
6	Technique aménagement	12	Environnemental	18	Formation	24	Facilitation et avis externes

Bénéficiaire(s)	Type	Prestataire(s)	Mode d'attribution
Entreprises Bassin du Congo <a href="#">CES/ TFT</a>	Concessionnaire Centre de formation	<a href="#">CES/ TFT</a>	Gré à Gré

Montant total de l'intervention (Euro)	Financement PPECF (Euro)	Cofinancement bénéficiaire(s)	Signature (date)	Durée prévue	Durée effective
539.422	170.791	68 % de l'intervention 66 % des honoraires	04.02.2013	24 mois	26 mois

**Commentaires**  
Frais de formations (Intervenants/Enseignement/sélection/etc.) 79.190 € en 2 ans sur un total de 186.457€ ; Frais de logistique : 5.934 € sur un total de 20.876 € ; Salaires bruts personnels techniques et administratifs, Per diems, repas étudiants, hébergement, etc : 77.524 € sur 306.403 € ; Coûts administratifs : 8.143 € sur 25.687 €

**Principes et critères du référentiel FSC ou OLB/VLC ciblés**  
Conformité avec les lois (1), droit des employés (2), peuples autochtones (3), populations riveraines (4), bénéficiés de la forêt (5) valeurs et impacts environnemental (6), plan d'aménagement (7) suivi-évaluation (8) haute valeurs de conservation (9) mise en œuvre des activités de gestion (10).

**Mots clés**  
Formation des cadres, volet social, Etude socio-économique, impacts environnemental et social, social interne, social externe

**Résumé de l'intervention**  
Le Centre d'Excellence Sociale pour les Forêts du Bassin du Congo (CES) est une initiative du TFT (The Forest Trust) qui a vu le jour en Juin 2008 grâce au soutien de la Fondation Prince Albert II de Monaco, rejoint par la suite par FFEM/AFD via le projet ECOFORAF, la Fondation Waterloo, Precious Woods, Virgin Media et Virgin Baloons. Malgré la grande expertise technique des exploitants en matière de foresterie/sylviculture, il manque en Afrique Centrale des experts de terrain capables d'appréhender la question sociale de la gestion forestière. Ce centre de formation ouvert à de jeunes diplômés et à des professionnels du bassin du Congo, pour des formations courtes et des formations longues. La formation courte se déroule sur un mois maximum et le groupe est composé de professionnels. Pour les formations longues, chaque promotion, composée d'une dizaine

<sup>1</sup>

Thématique principale	Thématique secondaire	Thématique tertiaire
-----------------------	-----------------------	----------------------

<p>d'étudiants, est formée pendant 4 mois en alternant phases théoriques au sein du centre et phases pratiques sur le terrain.</p> <p>Fort du succès de cette formation, la phase 2 du projet (2011-2014) vise à poursuivre ce travail tout en s'ouvrant à d'autres acteurs demandeurs :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Via une session longue anglophone (sur les 3 prévues pour la phase 2) destinée aux : <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Pays forestiers anglophones (Libéria, Ghana, Cameroun, Nigéria, etc.) chez qui les aspects sociaux sont également une problématique réelle ;</li> <li>b) Entreprises étrangères basées en Afrique centrale notamment asiatiques, qui demandent un staff bilingue (français pour parler aux populations locales et anglais pour communiquer avec le management) ;</li> </ol> </li> <li>2) Via une ouverture vers le secteur agroindustriel dont les certifications (exemple de RSPO pour le palmier à huile) requièrent des outils et compétences sociales identiques à celles des certifications forestières (CLIP, gestion des conflits, médiation, HCV) ;</li> <li>3) Via une ouverture pour les stages à la société civile, acteur présent sur le terrain avec les sociétés forestières qui a besoin d'être au même niveau.</li> </ol>
<p><b>Commentaires</b></p> <p>Formation des cadres du volet social, étendue aux pays d'expression anglophone pour faciliter leurs insertions auprès des concessionnaires forestiers asiatiques et agro-industries opérants dans le Bassin du Congo.</p>

<p><b>Principaux produits livrés, résultats enregistrés et impacts observés depuis l'intervention</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ formation de 27 cadres spécialisés (2 formations longues) sur le volet social de l'exploitation forestière ;</li> <li>▪ formation thématiques de 29 cadres spécialisés (formation courte) sur le volet social ;</li> <li>▪ 4 rapports semestriels compilés en un fichier sur le site web ;</li> <li>▪ 100% des diplômés de cette institution travaillent au sein des concessions forestières et agro-industrielles, comme consultant indépendant ou pour une ONG. Cependant il serait intéressant de dresser une situation d'emploi 2 ans après le dernier appui pour analyser l'impact de l'appui ;</li> <li>▪ le CES spécialisé sur les questions sociales a donné naissance à la création d'un centre similaire en Asie du Sud/Est.</li> </ul>
<p><b>Utilité des résultats de l'intervention pour le bénéficiaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ poursuite de la formation des cadres spécialistes du volet social suivant deux cycles de formation (long et court) ;</li> <li>▪ la session anglophone prévue en phase 2 du projet ciblait les entreprises asiatiques souvent limitées par l'anglais en leur proposant un staff bilingue pour travailler dans les pays du bassin du Congo.</li> </ul>
<p><b>Utilité des résultats de l'intervention pour une autre structure / un autre concessionnaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ développement des modules spécialisés sur le CLIP pour les populations autochtones ;</li> <li>▪ le taux d'emplois des diplômés du CES est de 100%.</li> </ul>
<p><b>Utilité des résultats de l'intervention pour les partenaires techniques et financiers</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ le CES est devenu une plateforme d'échanges sur les questions sociales dans le bassin du Congo (organisations d'ateliers et réunions entre les apprenants, intervenants, experts, certificateurs et toutes les parties prenantes) ;</li> <li>▪ les anciens diplômés ont créés sous l'impulse du CES un réseau à travers duquel ils partagent en continue des infos, des documents, expériences, ... Le réseau, qui compte 112 membres, est toujours en activité et fonctionne bien sur le lien <a href="http://www.reseauxes.net">www.reseauxes.net</a>.</li> </ul>
<p><b>Leçons apprises / conseils / sujets à approfondir en phase II</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ <b>l'appui à des modules de formation courte est à poursuivre en phase II.</b> Ce type de formation à l'endroit de personnes déjà en place dans une entreprise motive les cadres des entreprises et renforce vraiment les capacités de ces entreprises ;</li> <li>▪ les <b>impacts des formations longues ne sont pas aussi clairs.</b> Les meilleurs éléments sont embauchés par les entreprises de l'agro-industrie qui offrent des salaires plus attractifs ;</li> <li>▪ un rapport final récapitulatif avec les noms des personnes formées et les formations suivies (curriculum) grâce à l'appui du PPECF manque. <b>Une analyse de la situation d'emploi des diplômés 2 ans après le dernier appui du PPECF est fortement conseillé avant que le PPECF II s'engage dans un appui du même type ;</b></li> <li>▪ le <b>PPECF II doit être plus strict quant à la production d'un rapport final de qualité dans le cas où le bénéficiaire est aussi le prestataire</b> (CES, WWF, ATIBT, PAFC, FSC, ...) ;</li> <li>▪ le résultat escompté du PPECF pour la formation anglophone, qui visait la formation de responsables sociaux pouvant par la suite créer une dynamique de changement sociale au sein des entreprises forestières asiatiques, n'a pas été atteint. Les 7 personnes anglophones formées ont été principalement embauchées par les multinationaux actifs dans les plantations de palmiers à huile (5 dans l'industrie de l'huile à palme, 1 embauché par une ONG et 1 à la recherche d'un emploi – situation fin 2014).</li> </ul>
<p>Documentation disponible sur le site web <a href="http://www.ppecf-comifac.com">www.ppecf-comifac.com</a></p>
<p> <a href="http://www.ppecf-comifac.com">TdR C010</a></p>

 [Rapports semestriels N°1 à 4 \(C010\)](#)

**Autres documents en relation avec cette étude sur le site web [www.ppecf-comifac.com](http://www.ppecf-comifac.com)**

 [Étude socio-économique de la base vie SFID Mbang \(C001\)](#)

 [Étude socio-économique de la base vie SFID Mbang Phase 2 \(C039\)](#)

 [Sécurité alimentaire des bases-vie : étude de cas CIB & ROUGIER Mokabi \(C038\)](#)

 [Lutte contre le VIH-Sida dans les entreprises forestières \(C041\)](#)

 [Formations groupées en Secourisme, lutte incendie, gestes et postures \(C084\)](#)

 [Formation des formateurs \(C084\)](#)

 [Formation groupée en inventaire d'exploitation \(C085\)](#)

 [Formation groupée en cartographie participative \(C086\)](#)